

ASSOCIATIONS **ter metz-thionville**

Galère des frontaliers : et maintenant ?

L'association des voyageurs du TER Metz-Luxembourg s'est réunie hier. Et s'inquiète du changement opéré à la tête de l'exécutif régional.



Dès 2019, douze nouvelles rames Metz-Luxembourg seront mises en service, soit 2 600 places supplémentaires. Photo archives RL/Anthony PICORÉ

« Je n'ai jamais eu Philippe Richert au téléphone, par contre j'ai le numéro de portable de François Bausch (le ministre des Transports luxembourgeois, ndr) », Henry Delescaut, le président de l'AVTERML, association des voyageurs du TER Metz-Luxembourg, ne manie pas la langue de bois. Car s'il a reconnu, hier à Terville, devant la cinquantaine de membres présents à l'occasion de la première assemblée générale de l'AVTERML, que la discussion était jusque-là quasi inexistante avec la Région Grand Est, il a dénoncé une « attitude très imperméable au sommet ». Tout le contraire du Luxembourg, avec qui « le dialogue existe ».

« Jusqu'alors, nous n'avons pas senti de volonté politique d'impliquer les associations d'usagers aux discussions et encore moins à la prise de décisions. Tout se fait intra-muros. » Dans sa ligne de mire : le cadencement et plus récemment la hausse des tarifs SNCF, urticante pour bon nombre d'usagers du rail.

« Accentuer la pression sur la Région »

Pourtant, le président de l'association mosellane, qui compte à ce jour 227 membres, a pointé « l'ambiguïté » d'une Région « très loin du problème des frontaliers du nord de la Lorraine » et qui, malgré tout, « s'est investie dans le ferroviaire sur l'initiative de Philippe Richert ». En effet, douze nouvelles rames

« réservées à notre ligne » seront mises en place à partir de 2019 et jusqu'en 2022, soit « un gain de 2 600 places par jour en heure de pointe ».

Mais, à l'heure du remaniement à la tête de l'exécutif de l'entité régionale, les craintes des usagers du TER Metz-Luxembourg s'en trouvent exacerbées. « Nous voulons accentuer la pression sur la région Grand Est pour que les usagers soient respectés en tant que tels », charge Henry Delescaut. Mais qui dit changement dit peut-être aussi aller enfin dans le sens d'une collaboration inédite. « Le départ de Monsieur Richert, peut aussi nous permettre d'espérer obtenir une meilleure écoute. » Et de faire avancer un dossier certes éminemment complexe, mais qui mérite mieux que d'être cette patate chaude que les décideurs de part et d'autre de la frontière se renvoient.

Catherine ROEDER



Henry Delescaut, président de l'AVTERML. Photo Pierre HECKLER

ÉDUCATION **bousse**

Activités et bien-être avec Sport at school

Sport at school débarque à Bousse. L'école des Saules fait partie des quatre établissements français pilotes qui testeront le programme.



Sport at school proposera des parcours de motricité. Vingt-quatre élèves de CE1 de Bousse vont tester ce programme. Photo archives RL/Fred LECOCCO

Le programme s'inspire d'une expérimentation menée en Italie. Sport at school est un projet qui vise à promouvoir l'activité motrice à l'école élémentaire tout en luttant contre l'obésité et la sédentarité. Issu d'Erasmus+, le dispositif s'appuie sur des recherches scientifiques. Dès le mois d'octobre, six pays vont le mettre en application : en Italie, en Espagne, en Allemagne, en Pologne, au Portugal et en France. Parmi les quatre écoles françaises sélectionnées figure celle de Bousse, la seule dans le Grand Est. Ce sont vingt-quatre enfants de CE1 qui, deux fois par semaine, vont enchaîner des parcours de motricité sous l'œil attentif de Joy Klein, sollicitée par la Fédération française de karaté pour suivre

une formation en Italie. Le but de ce programme est de développer les capacités motrices et cognitives des jeunes. Ce seront des exercices d'équilibre, de coordination, des sauts et de la souplesse. En janvier et en juin, des tests seront réalisés et les données seront transmises à l'université de Madrid. Pour que l'expérimentation soit des plus efficaces, les élèves de deux classes de CE1 passeront les tests. La moitié aura suivi Sport at school, l'autre non. L'inspecteur de l'Éducation nationale de la circonscription de Thionville-Uckange, la municipalité de Bousse ainsi que le corps enseignant soutiennent cette opération.

S. F.

POLITIQUE

« C'est à vous de faire mais sans moi »

Philippe Richert a démissionné hier de la présidence de la région Grand Est. Il met un terme à 35 ans de vie publique. L'émotion a été forte mais les motivations de sa décision restent floues.

À théâtre, on appelle cela un rappel. Le public applaudit après la sortie de l'artiste. Puis celui-ci revient. Salue à nouveau et s'en va. Hier, Philippe Richert n'est pas réapparu après avoir annoncé, sans l'expliquer vraiment, qu'il démissionnait de la présidence de la région Grand Est. « Mes amis, ce soir je vous quitte », a-t-il murmuré après une déclaration d'une demi-heure prononcée dans le hall principal du conseil régional à Strasbourg devant une petite centaine d'élus de la majorité, venus lui manifester leur attachement.

Philippe Richert a mis fin hier à une carrière politique longue de 35 ans. « Jeune, je n'étais pas fait pour la politique... », assure-t-il, sans que l'on puisse le croire tout à fait. Il ne s'agit pas pour lui de prendre du recul, « je me retire complètement du conseil régional et de toutes les fonctions électives », a-t-il insisté.

« Je n'aime pas les affrontements stériles »

Le passage de témoin pour préparer l'avenir est, selon lui, la motivation principale de sa décision qui intervient moins de deux ans après sa prise de fonction. « Des élections auront lieu en 2021, c'est à ceux qui seront dans la bataille de se faire connaître », a poursuivi l'ancien professeur de sciences naturelles. Derrière cet argument se profilent d'autres raisons qu'il s'est contenté d'esquisser hier.



Philippe Richert, 64 ans, a mis fin hier à une carrière politique longue de 35 ans. Photo ERI/Alexandre MARCHI

La guerre que des élus alsaciens lui mène sans concession en fait assurément partie. Il s'est posé en défenseur de l'identité alsacienne que certains l'accusent de bafouer. Comment peut-on lui faire ce procès, à lui qui « s'est battu pour la fusion des deux départements alsaciens »

avant d'être désavoué par référendum ? Philippe Richert a laissé percer les blessures de ce combat. « J'ai été la cible d'attaques d'une rare vulgarité auxquelles je n'ai pas répondu », confie-t-il. Il digresse et revient rapidement sur la violence potentielle du débat public : « Je

n'aime pas les affrontements stériles, j'ai besoin d'être bienveillant. » L'homme est blessé. Dans l'assistance, l'émotion est palpable. Le premier président de la région Grand Est date son envie de raccrocher les gants au lancement de la réforme territoriale, acte de nais-

sance de cette région dont il ne voulait pas. « J'en étais arrivé à cette étape où je m'interrogeais sur mon engagement dans la vie publique, j'en étais là ». Mais son positionnement central, l'insistance de ses amis et la conviction que l'État ne ferait pas machine arrière l'ont poussé

à repartir en campagne. « Je ne le regrette pas, car nous avons évité que la région ne tombe entre les mains du Front national », martèle-t-il sous les applaudissements.

Philippe Richert a dressé la liste de ses acquis au cours de ces deux années de mandat. Il évoque les chantiers en cours qui se feront sans lui. L'État aurait une part de responsabilité dans sa décision, pas seulement pour avoir privé les régions de 450 millions d'euros. « Le plus grave est que le Premier ministre n'honore pas la signature de son prédécesseur », lance-t-il devant un public acquis à cette cause.

Après le temps du discours, celui des adieux à ses proches collaborateurs. Sa voix se brise. Il baisse les yeux et prend appui sur le silence avant de réfaire face à l'assistance et de lancer : « Maintenant c'est à vous de faire, mais sans moi. » En coulisse sa succession est ouverte.

Plusieurs noms circulent, dont celui de Jean Rottner, maire de Mulhouse. Mais la présidence de la région est-elle forcément dévolue à un élu alsacien surexposé à la résistance qui s'exprime ? L'hypothèse d'un président lorrain n'est pas à écarter. Jean-Luc Bohl, et Valérie Debord sont sur les rangs. Des élections rapides vont se tenir afin de ne pas prolonger exagérément cette période d'incertitude donc de fragilité.

P. R.

Philippe Richert, l'honnête homme

Connaissez-vous beaucoup de politiques qui interrompent une réunion, fût-elle stratégique, pour répondre à leur épouse ? Qui, au soir d'une rude journée qui les a tenus parfois fort éloignés de leur domicile, n'ambitionnent que de regagner leur antre ? Qui confient volontiers leur amour de leur famille, évoquent leurs problèmes de santé, sans pour autant les transformer en instrumentalisant leurs interlocuteurs ?

Attaché à ses racines

Philippe Richert était de ceux-ci, très rares, à se montrer humain, simplement humain. Un homme avec ses forces, ses faiblesses, ses atouts, ses défauts. Interrogé récemment sur ces derniers, il avait son « hypersensibilité ». Ses larmes qui avaient ému l'auditoire de l'Arsenal à Metz invité à ses vœux lorsqu'il a annoncé qu'il ne briguerait pas un nouveau mandat. Une petite phrase qui avait ouvert la voie à toutes les supplications, rumeurs, (petits) calculs. Mais confirmait en même temps que Philippe Richert était bien le seul maître des horloges.

Il avait glissé à plusieurs interlocuteurs récemment qu'il envisageait de quitter la présidence de la Région à la fin de l'année, décembre, avant ou après le vote du budget, ce timing étant en tout cas celui qui était compris par ceux qui recueillaient cette (vraie) fausse confidence.

La hauteur de vue, d'une bienveillante distanciation, ressentie par plusieurs personnes présentes lors de sa venue à



Philippe Richert, un homme simplement humain. Photo ERI/Alexandre MARCHI

Nancy, le 22 septembre dernier, pour annoncer la future implantation, sur le site Artem, du centre de formation de la chambre de métiers, renforçait ce sentiment.

La confirmation, en milieu de semaine, par plusieurs sources dignes de foi, que sa décision était prise, corroborait l'expression d'une lassitude larvée plus explicite, fruit d'une conjonction de facteurs, personnels, et non plus politiques.

Ce fils de cantonnier de Wimmenau, dans les Vosges du Nord, où il aime tant se ressourcer, s'est toujours montré attaché viscéralement à ses racines, au risque même parfois, de froisser ses nouveaux

amis lorrains et champardenais. Car ce Girondin dans l'âme n'en était pas moins à ses heures un adepte de la centralisation du pouvoir, concentrant avec sa garde rapprochée, les capacités décisionnaires de l'exécutif régional, après avoir manœuvré avec succès pour que l'Alsace obtienne nombre de directions Grand Est, en « compensation » d'un nouveau périmètre qu'il n'appelait pas initialement de ses vœux.

Un constructeur opiniâtre

Un parcours de 35 ans, qu'il n'avait pas prémédité, a fait de lui un jeune conseiller général (29 ans), un jeune sénateur (39

ans), un patron de collectivité (Département, Région), un ministre (deux ans avec Fillon). Et un constructeur opiniâtre, pragmatique, ce qui n'excluait pas l'arrimage à de solides valeurs, lui le « protestant laïque », qui n'a jamais hésité à considérer « le FN éthiquement pas acceptable au nom de la devise républicaine ». Et qui depuis sa retraite de Wimmenau, restera l'humaniste rhénan qui est parvenu à faire travailler ensemble des élus, des partenaires économiques et sociaux qui n'étaient pas vraiment préparés ni enclins à se rapprocher.

Philippe RIVET

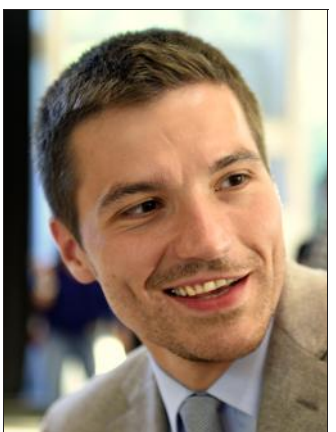
« Il n'a pas été ménagé par ses amis alsaciens »

•Jean-Luc BOHL, 1^{er} vice-président de la Région : « Il y a peu d'hommes qui ont su me conforter dans la justesse de mon engagement, Philippe Richert en fait partie. Je ressens de l'émotion. Je comprends le choix d'un homme même si j'ai plaidé pour qu'il ne le fasse pas. Nous vivons une période compliquée, il a posé les bases et montré les équilibres. Je souhaite durant mon intérim préserver une unité qui fait ses preuves. »

•Patrick THILL, vice-président de la commission culture de la Région : « Vouloir partir pour laisser sa place à son successeur... je comprends cette raison, mais je pense que c'est un peu tôt. Il a beaucoup souf-

géographiquement. Elle représente un poids essentiel. »

•David Valence, maire de Saint-Dié-des-Vosges, président de la commission transport à la Région : « Les regrets



David Valence. Photo VM

sont grands et le respect pour lui l'est tout autant. J'ai eu l'immense plaisir de travailler avec cet homme qui croit aux collectivités territoriales. La meilleure chose pour notre territoire, c'est ce périmètre pertinent. La région a des difficultés et il faut aussi la faire exister sur la scène nationale. Et il faut, pour organiser et succéder à Philippe Richert, une réflexion collective. Il faut se donner le temps de travailler, de discuter ensemble pour organiser la suite. »

•André ROSSIGNOL, président de la métropole du Grand Nancy : « Je regrette le départ de Philippe Richert dont l'attitude à l'égard des territoires a toujours été d'une parfaite loyauté. C'était un homme d'expérience, rompu au dialogue qui s'est beaucoup déplacé. Beaucoup s'interrogent sur les raisons de son retrait. Il n'a pas été ménagé par « ses amis » alsaciens. Leurs attaques au quotidien l'ont atteint. Si son successeur est alsacien, pourquoi cela changerait-il ? Il faut préparer la gouvernance avec un pacte renouvelé avec les territoires. Rien ne doit se faire en catimini. Les élus lorrains doivent se concerter car la Lorraine représente un poids significatif. »

•Laurent HÉNART, maire de Nancy : « Philippe Richert, a toujours agi avec passion, jamais sans raison. Il n'a jamais cessé d'être un Alsacien dans l'âme et dans le cœur, mais il avait également su, avec beaucoup d'intelligence et d'objectivité, défendre la Région Grand Est et chaque territoire qui la compose. Je respecte sa décision. »

L'intérim... et après ?

Décidément ! Ce n'est pas lui faire injure de constater ce que son décollage à la Région doit aux aïeux de la vie publique. Cinq mois après la constitution de Grand Est, Jean-Luc Bohl conquiert le siège de 1^{er} vice-président, en lieu et place de Patrick Weiten, parti, lui, succéder à Anne Grommerch au Palais Bourbon. Les mois filent et... patatras ! Voici désormais le Montignien en charge d'assurer la présidence de Région par intérim.

Où s'arrêtera l'irrésistible ascension de Jean-Luc Bohl ? À 58 ans, le centriste jongle non sans aisance entre les quatre bureaux (mairie de Montigny-lès-Metz, présidence de Metz Métropole, hôtel de Région à Metz et Strasbourg) où il exerce ses mandats.

Affable, sportif mais pas bagarreur, il a

le contact facile et préfère le dialogue avec ses administrés aux débats de structures. Adhérent direct de l'UDI, cultivant le mythe schumanien, il laisse à d'autres les querelles de chapelles. Le consensus constitue en politique sa règle d'or. L'intérim l'incitera-t-il à briguer la succession de Richert ? En attendant de savoir s'il franchit le Rubicon, Bohl avance sur des œufs : « J'appelle les uns et les autres à toute la retenue nécessaire et à l'unité dans cette période compliquée de la vie de notre collectivité territoriale », tempore-t-il, jugeant l'heure suffisamment grave pour exhorter chacun « à penser à autre chose qu'à des trajectoires personnelles ». D'une prudence de sioux.

X. B.



Jean-Luc Bohl, maire de Montigny-lès-Metz et 1^{er} vice-président de la Région. Photo ERI/Alexandre MARCHI



Patrick Thill. Photo Karim SIARI

fert je crois des attaques irresponsables et injustes de ses collègues. »

•Valérie DEBORD, vice-présidente de la Région : « C'est très émouvant. Dans ma carrière politique, la rencontre de Philippe Richert va beaucoup compter. C'est un homme très attachant, très humain, un gestionnaire qui concevait ce rôle en bon père de famille et pas au sens politique habituel. La situation est complexe. Il faut préserver l'unité de la Région, de la majorité, en respectant les identités. J'ai été très honorée du soutien de Christophe Choserot. La Lorraine doit être entendue. Elle est centrale ; pas seulement



Valérie Debord. Photo Pascal BROCARD